



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouvelles mesures sanitaires à l'École : nouveau symbole de l'impréparation du ministère

Le ministère de l'Éducation nationale annonce que les modalités de gestion de la crise sanitaire vont être modifiées à compter du 22 septembre sur la base des nouvelles recommandations du Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP).

Si le ministère ne change pas le protocole établi avant la rentrée, il modifie très sensiblement la définition des cas contacts et de leur traçage, les modalités d'isolement des élèves-personnels et la fermeture des classes. Désormais, sans toucher aux recommandations sur les gestes barrières et autres précautions d'hygiène à suivre, le ministère estime que les personnels et les élèves de moins de 11 ans en contact avec un cas Covid confirmé ne sont plus systématiquement "cas contacts" et peuvent donc continuer à venir à l'école. Dans ces conditions, le traçage des cas ne sera effectué que, si et seulement si, l'adulte encadrant était en interaction rapprochée/fréquente avec l'enfant et ne portait pas de masque grand public de catégorie 1 ou de masque à usage médical, mais aussi si 3 enfants de fratries différentes sont positifs dans la même classe.

La CGT Éduc'action est très sceptique face à ces nouvelles instructions sanitaires et la célérité avec laquelle le ministère suit les recommandations du HSCP. Elle considère qu'elles arrivent à un moment très opportun pour le gouvernement et le ministre de l'Éducation nationale qui peinent à gérer cette pandémie par manque d'anticipation, de moyens humains et matériels et de réelle politique de santé.

Cet énième rebondissement dans la gestion de la crise sanitaire est inquiétant pour les personnels, les élèves et les familles car il indique un manque de vision claire, constante et cohérente de la situation. Alors que le pouvoir communique largement sur une nouvelle propagation de plus en plus forte du virus, sur le retour des malades dans les hôpitaux ou la nécessité de respecter l'ensemble des gestes barrière, le ministère fait le choix de percer le parapluie sanitaire qu'il avait instauré il y a quelques semaines seulement. On comprend surtout que de telles mesures sont un moyen de limiter les fermetures de classes ou limiter les remplacements qui s'avèrent compliqués par manque de personnels. En agissant de la sorte, le gouvernement souhaite avant tout maintenir les parents au travail pour ne pas déstabiliser l'économie en minimisant le rôle de l'École dans la propagation du virus.

Les personnels en ont assez de cette gestion sanitaire catastrophique et des changements de pieds incessants du ministère qui les mettent en difficulté quotidiennement. La CGT Éduc'action rappelle que le ministère de l'Éducation nationale est responsable de la santé des personnels et des élèves qu'il accueille. Elle exige que le ministre prenne, avec le gouvernement, toutes ses responsabilités et la pleine conscience des difficultés dues à la situation dans l'Éducation nationale. Pour cela, il est urgent de créer des postes pour permettre le remplacement et la baisse des effectifs par classe, avoir une véritable réflexion sur les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves dans le cadre du port du masque obligatoire (en multipliant les temps de pause par exemple), aider les familles pour la garde d'enfant lors d'une fermeture de classe...

Montreuil, le 21 septembre 2020

